

chacun. La Banque Toronto-Dominion espère elle aussi être parmi les 10 choisies.

L'an dernier, près de 600 gens d'affaires canadiens se sont rendus à notre ambassade à Manille en quête de débouchés ou pour donner suite à des occasions commerciales. C'est donc dire que les Canadiens s'intéressent aujourd'hui beaucoup plus à ce marché. Certains des visiteurs faisaient partie de missions commerciales dans les secteurs des télécommunications, de la télédétection, de l'énergie, de l'agro-alimentaire, de l'environnement, des céréales et des transports.

De plus, nombre de firmes canadiennes s'intéressent à des projets d'investissement aux Philippines. On estime que, pour soutenir le rythme de leur croissance, les Philippines devront au cours des 10 prochaines années investir plus de 20 milliards de dollars dans les infrastructures - réseaux routiers et ferroviaires, ports, aéroports, génération et transport d'énergie, réseaux de distribution d'eau dans les villes, irrigation, transports publics intégrés pour les zones urbaines, protection environnementale, écoles, hôpitaux, etc. La tâche qui attend le pays est monumentale; le savoir-faire et le matériel canadiens peuvent aider à répondre aux besoins.

La semaine dernière, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international a participé à des consultations organisées par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) aux quatre coins du pays, afin d'aider celle-ci à élaborer son prochain programme quinquennal pour les Philippines. Dans toutes les villes, le message des groupes de travail constitués de représentants de l'industrie et d'organisations non gouvernementales (ONG) était clair : l'ACDI doit élaborer et exécuter ses programmes de plus en plus par l'entremise du réseau existant d'associations commerciales et d'ONG canadiennes et philippines. Les groupes ont en outre suggéré que l'Agence travaille de concert avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international à accroître l'investissement canadien aux Philippines. Il y a de bonnes chances pour que nous financions l'affectation d'un spécialiste en placements au Philippine Board of Investments pour conseiller ses membres sur les secteurs et les partenaires canadiens potentiels.

Il y a longtemps que le Canada fournit une aide aux Philippines par l'intermédiaire de l'ACDI. Nous avons été l'un des premiers gouvernements démocratiques à rétablir notre assistance à ce pays après qu'il fut retourné à la démocratie en 1986. Notre aide aux Philippines se chiffre à plus de 25 millions de dollars par année, et elle se maintient à ce niveau depuis plusieurs années.

Lorsque j'ai rencontré le président Ramos l'an dernier, j'ai souligné que le Canada est impatient de transposer dans le domaine commercial les relations économiques établies dans le